

REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de SAINT-GERMAIN-DU-BOIS

Dossier n°PC07141921E0002M01

date de dépôt : 11/07/2023
demandeur : **Communauté de Communes Bresse Revermont 71 représentée par M. Didier FICHET**
pour : **Construction d'un relais d'assistance maternelle : modification du nombre des effectifs et du nom de l'établissement**
adresse terrain : **Le Bourg 71330 SAINT-GERMAIN-DU-BOIS**

ARRÊTÉ

**accordant un permis de construire modificatif n°01
au nom de la commune de SAINT-GERMAIN-DU-BOIS**

Le maire de SAINT-GERMAIN-DU-BOIS,

Vu la demande de permis de construire modificatif n°01 présentée le 11/07/2023 par la Communauté de Communes Bresse Revermont 71 représentée par M. Didier FICHET demeurant 8 Rue Pontpierre, 71330 SAINT-GERMAIN-DU-BOIS ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la construction d'un relais d'assistance maternelle : modification du nombre des effectifs et du nom de l'établissement (relais petite enfance et accueil de loisirs) ;
- sur un terrain situé Le Bourg , 71330 SAINT-GERMAIN-DU-BOIS ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n°73-1007 du 31 octobre 1973 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu le décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation ;

Vu l'avis favorable de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Louhans en date du 19/10/2023 ;

Vu l'avis favorable de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité en date du 31/08/2023 ;

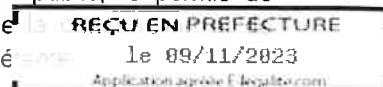
Vu l'arrêté en date du 24/10/2023 autorisant l'autorisation de travaux n°071.419.23.E.0001 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 31/03/88, modifié les 19/12/08,16/07/15, 3/05/16, révisé les 25/04/91, 15/02/01, 27/01/05, 25/09/12 ;

Vu le permis de construire initial n°07141921E0002 accordé à la Communauté de Communes Bresse Revermont 71 représentée par M. Didier FICHET le 18/05/2021 pour la construction d'un relais d'assistance maternelle ;

Considérant que le terrain se situe dans la zone UB du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant que lorsque le projet porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L111-8 du code de l'habitation dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord de l'autorité compé



ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire modificatif n°1 est ACCORDÉ sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles suivants.

Article 2

Les prescriptions mentionnées dans le permis de construire initial sont maintenues.

Article 3

Les prescriptions contenues dans le procès-verbal de la commission de sécurité, joint au présent arrêté, devront être respectées.

Article 4

La présente décision pourra donner lieu à la perception de la Taxe d'Aménagement et/ou de la Redevance d'Archéologie Préventive dont les montants vous seront notifiés ultérieurement par les services de l'Etat, le cas échéant.

Fait à SAINT-GERMAIN-DU-BOIS, le 27 OCT. 2023

Mis en ligne le :
09 NOV. 2023

Le Maire,



Nadine ROBELIN

Date d'affichage en
mairie de l'avis de dépôt :

11 NOV. 2023

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les 2 mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de 2 mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires au plus tard 15 jours après le dépôt du recours
- Dans le délai de 3 mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Durée de validité du permis de construire :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à 1 an. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22 du code de l'urbanisme, l'autorisation peut être prorogée le **09/11/2023** durée d'1 an si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives n'ont pas évolué. D

REÇU EN PREFECTURE

Application agréée i-legalite.com

22_DN-071-217104100-20231027-P001E0002H0

prorogation est établie en 2 exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie 2 mois au moins avant l'expiration du délai de validité. Pour les ouvrages de production d'énergie utilisant une des sources d'énergies renouvelables définies à l'article L. 211-2 du code de l'énergie, la demande de prorogation peut être présentée tous les ans, dans la limite de 10 ans à compter de la délivrance de l'autorisation.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis de construire peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en 3 exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

REÇU EN PREFECTURE

le 09/11/2023

Application appvizi F4vpaite.com

22_0N-071-217104109-20231027-P021511002M11

REÇU EN PREFECTURE
le 09/11/2023

Application agréée E-legalite.com

22_ON-071-217104199-20231027-P021E0002H0